



Secrétariat

Distr.  
GENERALE

ST/SG/AC.10/C.3/1998/41  
9 avril 1998

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMITE D'EXPERTS EN MATIERE DE TRANSPORT  
DE MARCHANDISES DANGEREUSES

Sous-Comité d'experts du transport  
des marchandises dangereuses  
(Quinzième session,  
Genève, 29 juin - 10 juillet 1998,  
point 3 a) de l'ordre du jour)

EMBALLAGES ET GRV

Instructions d'emballage

Transmis par l'expert de la Belgique

#### HISTORIQUE

1. Des instructions d'emballage sont en cours d'élaboration pour inclusion dans les Recommandations ONU au cours du présent exercice biennal.
2. Les discussions sur ce sujet s'avèrent très difficiles et il est à prévoir qu'un consensus ne sera pas atteint.
3. Au sein du Groupe de travail d'Ottawa, deux solutions ont été présentées pour l'incorporation d'instructions d'emballage dans les Recommandations ONU à savoir :

Solution 1 : Introduire des instructions d'emballage très libérales (en règle générale, les moins strictes de celles qui sont actuellement en vigueur pour les différents modes de transport) et autoriser les divers modes de transport à imposer des instructions plus sévères lorsqu'ils l'estiment nécessaire.

Solution 2 : Introduire les instructions d'emballage les plus strictes qui sont en vigueur pour les différents modes de transport (à l'exception du transport aérien) et maintenir ainsi le principe qui est actuellement à la base de la réglementation du transport des marchandises dangereuses : des dispositions plus souples peuvent être appliquées à un mode de transport donné - pour le transport aérien seulement, des dispositions plus strictes peuvent le cas échéant s'appliquer (par. 5 des Recommandations ONU).

Il n'entrerait pas dans les attributions du Groupe de travail de décider de la solution qui devrait être adoptée. Il est clair toutefois qu'il faut d'abord prendre une décision sur ce point de principe. Pour des raisons évidentes, cette décision aura des répercussions décisives sur le contenu des instructions d'emballage proprement dites.

4. Il faut souligner que si la solution 1 était adoptée, l'utilisation d'un emballage conforme aux Recommandations ONU ne garantirait en aucune façon que cet emballage sera accepté dans le monde entier, ou même seulement accepté par un mode de transport donné, dans toutes les circonstances.

En d'autres termes, ces instructions d'emballage auraient une utilité très réduite, voire nulle.

De plus, les Recommandations ONU ne prendraient plus en considération les conditions de transport les plus strictes et - par voie de conséquence - perdraient leur caractère multimodal.

Avec la solution 2, les instructions d'emballage conduiraient à l'emploi d'emballages multimodaux et les utilisateurs auraient la garantie que ces emballages seront acceptés partout (à l'exception du transport aérien) et qu'aucune difficulté ou restriction n'apparaîtra au cours du transport.

5. A cet égard, il faut aussi souligner que les conteneurs-citernes multimodaux appliquent les principes qui sous-tendent la solution 2 sans aucun compromis. La Belgique ne voit pas la nécessité ou même l'avantage d'adopter une approche radicalement différente pour les instructions d'emballage.

6. Le recours au vote doit être évité dans la mesure du possible et, le cas échéant, rester limité. Procéder à un vote pour chaque instruction d'emballage risque de faire adopter des instructions ne satisfaisant personne et qui ne seraient appliquées par aucun mode de transport.

#### **PROPOSITION**

L'expert de la Belgique soumet la proposition suivante : les principes bien établis sur lesquels s'appuient les Recommandations ONU et qui sont énoncés au paragraphe 5 "Principes fondamentaux de la réglementation du transport des marchandises dangereuses", ne devraient pas être modifiés et les instructions d'emballage introduites dans les Recommandations devraient refléter les instructions les plus strictes en vigueur actuellement pour les différents modes de transport (à l'exception du transport aérien).

-----